



Presidency of Georgia
Council of Europe
November 2019 – May 2020
Présidence de la Géorgie
Conseil de l'Europe
Novembre 2019 – Mai 2020



Contributions à la conférence internationale sur la participation de la société civile à la prise de décisions 6-7 mai 2020

Expériences européennes en matière de participation de la société civile à la prise de décisions

**Tiago Nunes Martins, conseiller auprès de la ministre de la Santé,
Portugal**

Monsieur le Président du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, Monsieur le Représentant permanent de la Géorgie auprès du Conseil de l'Europe,

Mesdames les représentantes et Messieurs les représentants des autorités centrales et locales des États membres du Conseil de l'Europe,

Mesdames et Messieurs,

1. Tout d'abord, nous tenons à remercier le Conseil de l'Europe d'avoir pris l'initiative d'organiser cette conférence, en particulier la Représentation permanente de la Géorgie auprès du Conseil de l'Europe et le maire de Tbilissi.
2. Nous pensons que la participation du Gouvernement portugais – et notamment de son ministère de la Santé, que nous représentons ici – est un signe de l'importance accordée au thème de la conférence par le Portugal – en tant qu'État membre du Conseil de l'Europe – et par son gouvernement, dans tous les domaines d'action.
3. La participation civile à la prise de décisions, qui consiste, pour la société civile et les citoyens, à contribuer à orienter les décisions des pouvoirs publics, est à l'évidence un moyen essentiel de renforcer nos démocraties et de promouvoir un engagement actif, de manière à garantir une action démocratique et équilibrée face aux nouveaux défis et aux tendances négatives de nos démocraties représentatives.
4. En conséquence, le programme du XXII^e Gouvernement portugais – comme déjà le programme précédent, du XXI^e Gouvernement – contient des **mesures générales visant à promouvoir la participation politique et citoyenne en tant qu'objectif essentiel de l'État**, car la participation, loin de se réduire aux élections, favorise la cohésion sociale et le sentiment d'appartenance à une collectivité.

Voici deux exemples de ces mesures :

- un rapport annuel sur l'exécution du programme gouvernemental soumis par les autorités, qui sont comptables de l'exécution ;
- une augmentation du nombre d'actes normatifs soumis au débat public.

5. Le programme gouvernemental contient aussi, pour le domaine spécifique de la santé, plusieurs mesures destinées à garantir la participation des citoyens au fonctionnement du Système national de santé (appelé SNS), dont les suivantes :

- promouvoir une culture d'humanisation des services de santé ;
- renforcer les mécanismes de participation des citoyens à la gestion et à l'organisation des services de santé.

6. D'un point de vue plus pratique, nous souhaiterions présenter quelques instruments et quelques initiatives et mesures qui contribuent déjà à faire en sorte que la participation civile en matière de santé devienne une réalité au Portugal.

L'un des éléments majeurs est la nouvelle **loi de base sur la santé**, approuvée et publiée en septembre 2019, qui fait de la participation citoyenne un droit pour toute personne, dans le cadre du système de santé et des services de santé.

- Une autre initiative essentielle a été l'approbation et la publication, également en septembre 2019, de la « Charte pour la participation publique à la santé », qui établit, d'une part, les modes de participation (réunions publiques, auditions et consultations publiques, participation à des conseils consultatifs et à d'autres forums nationaux, etc.) et, d'autre part, les critères de représentativité des organisations et associations d'utilisateurs des services de santé.
- En outre, la participation civile est déjà mise en œuvre concrètement au sein du « Conseil national pour la santé », une structure chargée de conseiller le Gouvernement portugais sur la politique de santé et sur les questions de santé, qui se compose de membres élus par le Parlement portugais, représentatifs des utilisateurs des services de santé et des organisations et associations d'utilisateurs. À ce jour, le ministère de la Santé a organisé deux réunions avec ces organisations et associations, pour les écouter et pour discuter avec elles des thèmes auxquels elles attachent le plus d'importance.
- Enfin, il nous incombe maintenant de **promouvoir la participation civile à l'élaboration d'un nouveau plan national de santé, pour la période 2021-2030**, en mettant en pratique toutes les lois et mesures gouvernementales pertinentes.

7. Pour toutes ces raisons, nous sommes convaincus de l'importance de cette conférence. Nous y participons principalement pour vous présenter à tous les initiatives et mesures déjà mises en œuvre au Portugal, mais aussi pour vous écouter et connaître vos initiatives et mesures ; nous nous en inspirerons pour continuer à favoriser la participation civile à la prise de décisions et pour renforcer notre démocratie.

Merci encore de m'avoir donné cette occasion de m'exprimer et merci de votre attention.

* * *

Toni Sandell, Représentant permanent adjoint de la Finlande auprès du Conseil de l'Europe

Merci beaucoup d'avoir organisé cette conférence consacrée à un sujet très important.

Les dispositifs numériques permettant de participer à la conférence à distance ont très bien fonctionné. La conférence m'a permis de découvrir d'autres perspectives et de recueillir des informations sur le thème traité, sur les outils mis à disposition par le Conseil de l'Europe et sur les expériences de plusieurs pays, notamment de la Géorgie et de Tbilissi en particulier.

La Finlande accorde une grande attention à la question de la participation civile car c'est un moyen essentiel d'améliorer le fonctionnement d'un système démocratique et de le rendre plus transparent. Permettez-moi de contribuer au débat en évoquant simplement deux points.

Premièrement, ainsi que certains orateurs l'ont déjà souligné, il est indispensable de laisser un espace suffisant à la société civile, ce qui n'est pas toujours le cas en Europe ces derniers temps. En mai 2019, à Helsinki, nos ministres ont donc pris des décisions importantes concernant des mesures destinées à renforcer la protection et la promotion de l'espace réservé à la société civile sur notre continent. Nous nous réjouissons de tenir un débat sur la mise en œuvre de ces mesures dans un avenir proche.

Deuxièmement, l'accès à l'information est un autre moyen essentiel de favoriser la participation du public aux processus décisionnels. Pour participer véritablement, en étant en mesure d'influer sur le débat, il faut être informé. La Convention de Tromsø sur l'accès aux documents publics reconnaît un droit général d'accès aux documents publics détenus par les autorités publiques.

Pour finir, je tiens à remercier une fois encore la ville de Tbilissi, la Direction générale de la démocratie et la présidence géorgienne d'avoir organisé cette conférence, et à remercier tous les orateurs pour les points de vue qu'ils ont présentés.

* * *

Anne Marie Chavanon, Coordinatrice du Groupe de travail transversal Cohésion sociale et territoriale. Ex présidente Commission Démocratie, cohésion sociale et enjeux mondiaux de la Conférence des OING

Avant tout, je souhaite ardemment remercier la présidence géorgienne pour le choix de ces thématiques et pour l'organisation des deux manifestations de grande qualité proposées au Conseil de l'Europe à la fois sur l'environnement et les droits de l'homme, et sur la participation des citoyens à la décision politique. Avec l'immense regret que les restrictions imposées par la pandémie soient venues percuter une telle organisation sur des thèmes qui redonnent au Conseil de l'Europe la force

d'intervention qui était la sienne, il y a peu encore, sur l'ensemble des questions territoriales dans ses États membres.

Je voudrais en outre remercier Madame la Secrétaire générale pour la teneur de son intervention et pour son rappel des instruments du Conseil de l'Europe, notamment les 12 principes, d'une immuable actualité, et les Guidelines invitées à aller plus avant par le dernier texte de la Conférence des OING. Je voudrais, à sa suite, former le vœu que nos travaux respectifs puissent insuffler une nouvelle énergie et un nouveau dynamisme à nos démocraties

De même, à la suite de son excellence Monsieur l'ambassadeur Giviashvili, je voudrais former le vœu que les suites de cette conférence constituent "un jalon important pour les travaux du Conseil de l'Europe dans le domaine de la participation civile et contribuent de manière significative aux travaux futurs de l'organisation".

Je voudrais remercier M. le Maire de Tbilissi pour la contribution de la Ville à l'organisation de cette manifestation, et souhaiter que les procédures participatives mises en place dans sa ville, notamment pour le lac Gldani soient un jour récompensées par le Prix de la Convention européenne du Paysage du Conseil de l'Europe

Les interventions de la première manifestation étaient tout à fait formatrices et remarquables, celles de la deuxième le sont tout autant. Particulièrement celles centrées sur l'exercice démocratique en période de pandémie

Je voudrais saluer tout particulièrement les propositions de MM. Andy Williamson et Marco Keiner, tous deux concrets, positifs et combattifs, à un moment où la recentralisation constatée au sein des États membres est guidée par le recours immédiat - et compréhensible- des gouvernants aux circuits directs - et descendants- pour assurer la sécurité civile le plus rapidement possible.

Je voudrais saluer également le traitement démocratique mis en place par la Ville de Bristol, depuis longtemps exemplaire dans le domaine de la Smart City, et demander à Mme Flemming si la lutte contre le COVID implique l'utilisation de logiciels et de plateformes en vigueur au début de la décennie. Et si la population de Bristol est plus ouverte que d'autres à l'utilisation de données personnelles, notamment le tracking.

Je voudrais demander à Mme Landemore si l'assemblée citoyenne permanente à rotation fréquente qui recueille ses faveurs est déjà en place de manière satisfaisante pour elle. Depuis combien de temps et à quel niveau d'administration?

N. B. Le président français de mon ONG a longtemps présidé en France (Hauts de Seine), une structure considérée pionnière, en charge du développement durable (C2D2). Elle était paritairement composée d'élus issus de tous les partis politiques, d'ONG, d'experts et de citoyens). Elle est devenue en 2016 interdépartementale.

Sur saisine du Président de l'Etablissement Public Interdépartemental, et précédemment sur celle du Président de l'Assemblée départementale, cette instance émet un avis et apporte, grâce à la diversité des expertises et expériences de ses

membres, une aide à la décision sur toute question intéressant les deux Départements. Les décisions se prennent de manière très collégiale et sont toujours suivies par les assemblées électorales.

En lien avec le Conseil de l'Europe, la commission Développement territorial durable et la commission Démocratie, cohésion sociale et enjeux mondiaux de la Conférence des OING que j'ai présidé avaient pour fil rouge - obsessionnel- la recherche de bonnes pratiques en matière de participation au processus décisionnel.

Les orientations et les actions vertueuses menées par la ville de Tbilissi et présentées par Mme Maia Bitadze viendront nourrir utilement nos ONG. Nous serons heureux d'en présenter les divers volets lors de notre prochaine session.

En complément, vous me permettrez de citer dans de prochains messages, quelques exemples recueillis lors des travaux de nos commissions, espérant qu'ils pourront être pris en compte.

- le PACTE CIVIQUE LOCAL POUR LE CLIMAT mis en place par la communauté d'agglomération de Mulhouse sous la houlette de Jo Spiegel (partenariat entre entreprises et population) A Mulhouse, en 2015 A Mulhouse, 120 partenaires se sont donné la main pour produire 820 actions évaluables qui ont permis une baisse rapide de 13 % des Gaz à effet de serre

- Les ETATS GENERAUX PERMANENTS DE LA DEMOCRATIE mis en place par le maire de Kingersheim dans le Bas Rhin. Il s'agit d'une co-production de l'espace public proposée aux habitants <https://www.cohesion-sociale-coe.org/notre-activiteacute/session-dhiver-2014-faire-renaitre-la-dmocratie>

- WIKICITY plateforme d'information alimentée par les habitants, première plateforme de ce type créée par la ville de Porto Alegre <https://society30.com/porto-alegre-brazilians-capital-participatory-democracy/>

- NESETCITE créé par Abdel Belmokadem, ancien boxeur professionnel a pour objectif de mettre en lien les jeunes des quartiers dit difficiles et les responsables politiques, les demandeurs d'emploi et les employeurs. Il a été lui-même élu local et apporte aux élus locaux les clés de la participation et du dialogue dans ces quartiers <http://www.nesetcite.com/> <https://www.cohesion-sociale-coe.org/notre-activiteacute/abdel-belmokadem-creer-les-conditions-du-dialogue-pour-des-publics-qui-ont-du-mal-a-se-rencontrer>

- Je citerai enfin le QUADRILOGUE institué au Conseil de l'Europe dès 2003, date d'octroi du statut participatif aux ONG, entre le secteur ministériel, l'Assemblée parlementaire, le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux et la Conférence des OING

La coopération avec les OING dotées du statut participatif prend de nombreuses formes, de la simple concertation à une véritable coopération sur des projets spécifiques. Les experts des OING peuvent participer à divers projets en qualité de consultants ; ils peuvent apporter une contribution aux travaux des comités intergouvernementaux sur une base institutionnalisée ou ad hoc, rédiger des notes à l'intention du/de la Secrétaire Général/e du Conseil de l'Europe, présenter des

déclarations orales ou écrites devant les commissions de l'Assemblée parlementaire et le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux et s'adresser aux organes du Conseil de l'Europe lors de leurs réunions. Les ONG dotées du statut participatif diffusent également parmi leurs membres des informations sur les buts et activités du Conseil de l'Europe. Elles peuvent prendre des engagements communs avec les autres organes du Conseil de l'Europe A l'occasion de l'Année internationale de la biodiversité, les présidents de l'Assemblée parlementaire, du Congrès des Pouvoirs locaux et régionaux et de la Conférence des OING du Conseil de l'Europe, les plus hauts responsables de ces trois piliers de l'Organisation ont signé une déclaration commune en faveur de la protection de la biodiversité, le 28 avril 2010.

Ce type d'événement marquant, le premier de ce type, était motivé par l'ampleur de l'enjeu, par le nécessaire « agir local et penser global ». Ainsi, législateurs actifs dans les 47 États-membres du Conseil de l'Europe, représentants des 200 000 collectivités territoriales et délégués de la société civile du continent européen ont souhaité s'engager de manière visible et solidaire

Les guidelines pour la participation au processus décisionnel sont le produit d'un groupe de rédaction paritaire, que j'ai eu l'honneur de co-présider, formé d'ONG et de représentants des gouvernements, une expression fructueuse du quadrilogue présent dans la "Maison de la Démocratie"

Ce "quadrilogue" est l'un des plus beaux outils de coproduction entre gouvernants et gouvernés au niveau européen. C'est un exemple dont peut s'enorgueillir le Conseil de l'Europe, un exemple à protéger et diffuser à tous les niveaux d'administration et de territoire.

Participation de la société civile à la prise de décisions en Géorgie

Revaz Barbakadze, adjoint au maire, commune de Roustavi

Chers amis,

Il importe au plus haut point que, en cette période de crise sanitaire mondiale, la question des moyens de renforcer la participation citoyenne au processus décisionnel reste à l'ordre du jour pour nos partenaires internationaux et pour les autorités nationales.

Cette réalité nouvelle met en évidence la nécessité d'instaurer des modes de participation novateurs, qui gardent leur efficacité dans une situation difficile comme celle qui est causée par la pandémie de COVID-19.

Permettez-moi de vous informer que la commune de Roustavi et ses partenaires s'emploient activement depuis des années à mettre en place des formes d'engagement innovants et à associer différents secteurs au processus décisionnel.

La municipalité de Roustavi et la plate-forme d'innovation de Roustavi, en partenariat avec le PNUD, ont créé et font fonctionner, pour la première fois en Géorgie et en Transcaucasie, un chabot pour les services municipaux.

<https://www.facebook.com/C-Bot-%E1%83%A1%E1%83%98-%E1%83%91%E1%83%9D%E1%83%A2%E1%83%98-104643544406147/>

Ce dispositif permet à toute personne de recevoir des informations sur les services proposés par la municipalité de Roustavi. Il aide aussi les habitants à bénéficier de ces services. Un tel dispositif est particulièrement utile dans une période où le meilleur moyen de se protéger contre le virus est de pratiquer le télétravail et la distanciation sociale.

L'autonomie locale joue un rôle crucial dans le développement des processus démocratiques et dans le renforcement de l'engagement citoyen. Ce sont en effet les autorités locales qui sont en contact direct avec les citoyens. Il est indispensable de faire évoluer l'autonomie locale dans cette direction.

La municipalité de Roustavi et la plate-forme d'innovation de Roustavi ont conçu et mis en œuvre plusieurs mécanismes novateurs (Board game, Urban Foresight, Design thinking) qui favorisent effectivement la participation des citoyens aux processus. Nous sommes prêts à partager notre expérience avec nos partenaires géorgiens et internationaux.